

“DES RÉSULTATS DIGNES des républiques bananières”



Bernard Devos, le délégué général aux droits de l'enfant, dénonce les inégalités dans notre système scolaire.

En tant que délégué général aux droits de l'enfant, quels sont vos sujets de préoccupation en matière d'enseignement ?

“La question de l'enseignement est la question pour laquelle on est le plus sollicité. Les questions qui reviennent tout le temps sont les exclusions scolaires, le redoublement, les mésorientations, la question du harcèlement et des questions liées au transport scolaire.

Ces questions montrent que c'est un domaine qui ne va pas bien.”

Qu'est-ce qui pose le plus problème dans notre système éducatif ?

“Notre enseignement est profondément inéquitable. À Saint-Josse, 70 % des adolescents sont scolarisés dans l'enseignement qualifiant. À Woluwé-Saint-Pierre c'est moins de 20 %. Le taux de redoublement est inquiétant pour l'ensemble de la Communauté française mais entre deux mêmes communes, il y a quatre fois plus de redoublements à Saint-Josse qu'à Woluwé. Des indicateurs montrent clairement qu'on a un problème avec la qualité de notre enseignement. Non pas que l'enseignement ne soit pas de bonne qualité, puisque nos meilleurs élèves ont des résultats qui sont supérieurs notamment aux Finlandais dans des enquêtes comme Pisa. Le problème, c'est que nos cancrs ont des résultats dignes des républi-

ques bananières où il n'y a pas d'enseignement organisé. C'est très inquiétant puisqu'on connaît bien les phénomènes de relégation qu'on a chez nous.”

Vous visez le niveau de l'enseignement technique ?

“Les filières techniques et qualifiantes devraient être des filières d'exception mais elles sont devenues des filières de relégation par la force des choses. Ce n'est pas une insulte qu'on fait aux enseignants. Je sais ce que c'est de se retrouver avec 20 gamins qui viennent avec toute la misère du monde en poussant la porte de l'école. Je ne comprends pas comment des adultes raisonnables peuvent accepter de faire ce travail dans ces conditions. Les enseignants se retrouvent à gérer des élèves qui ont des difficultés comme de la maltraitance à la maison, des problèmes de santé ou des soucis économiques et doivent gérer ça tout seuls. Ce n'est pas possible !”

Qu'est-ce qui explique que des inégalités aussi fortes continuent à exister ?

“La relégation n'attend pas le secondaire. Le nombre de gamins qui fréquentent l'enseignement spécialisé alors qu'ils ne souffrent d'aucun handicap est phénoménal. On se rend compte que notre enseignement qualifiant est un enseignement pour pauvres, notamment à Bruxelles. Il y a une corrélation très forte entre immigration et pauvreté. En caricaturant, on peut dire qu'on a un enseignement pour Arabes pauvres. Et dans l'enseignement spécialisé, on trouve des gamins qui ne sont pas armés pour affronter l'enseignement ordinaire. Mais au lieu d'imaginer un accompagnement cohérent de ces enfants dans l'enseignement ordinaire avec éventuellement l'aide d'ensei-

gnants spécialisés, on les oriente directement dans le spécialisé et ça fait des carrières scolaires déglinguées. Chaque année, le nombre d'enfants scolarisés dans le spécialisé augmente alors que dans tous les pays du monde, il a tendance à diminuer. On oriente beaucoup de gamins des milieux populaires, des milieux plus pauvres.”

Interview < Maïli Bernaerts

“Le secteur de la petite enfance est catastrophique !”

BRUXELLES “C'est fou de vouloir réformer l'enseignement sans d'abord réformer le secteur de la petite enfance. Ça ne sert à rien ! Les 1 000 premiers jours d'un enfant sont capitaux. Si tu foires les 1 000 premiers jours d'un gamin, il va te coûter un pont en remédiation et surtout, tu vas avoir un gamin qui ne sera pas bien dans sa tête. Faire en sorte que les enfants aient des bonnes conditions d'accueil dans des milieux de garde est une priorité. La Finlande a réformé son secteur de la petite enfance 5 années avant la réforme de l'enseignement. Chez nous, on n'est encore nulle part ! La crèche doit être un lieu d'éveil, de bain linguistique. Si on n'offre pas ça à tout le monde, on n'est nulle part ! Selon Alda Greoli, on a 64 % de taux de couverture à Louvain-la-Neuve et 12 % à Saint-Josse. Idem à Molenbeek. Ce n'est plus tolérable des différences comme ça !”

Ma. Be.